

Turquie-UE : Le nouveau président européen et les craintes de la Turquie

mercredi 25 novembre 2009, par [Johannes Bauer](#)

La nomination du premier ministre belge, Herman Van Rompuy (à gauche sur la photo), à la présidence permanente du Conseil européen, suscite actuellement bien des craintes en Turquie. Herman Van Rompuy a été choisi, le 19 novembre dernier, par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, pour exercer cette fonction nouvelle, créée par le traité de Lisbonne pour remplacer la présidence tournante, jusqu'à présent assurée tous les six mois par le chef d'État ou de gouvernement de l'un des pays membres. Avant cette promotion, cet homme politique belge était pratiquement inconnu du grand public en Europe, mais ce handicap a sans doute plutôt joué en sa faveur, les leaders européens, en particulier ceux des grands pays comme l'Allemagne et la France, ne souhaitant pas spécialement voir accéder à ce poste une personnalité trop forte et trop influente, comme par exemple, l'ex-premier ministre britannique Tony Blair. Le fait que Herman Van Rompuy vienne d'un petit pays et qu'il soit conservateur, le qualifiait aussi pour cette responsabilité nouvelle. Par souci d'équilibre politique, en effet, l'autre fonction européenne importante créée par le Traité de Lisbonne, celle de Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité, a été confiée à Catherine Ashton, une travailliste britannique (à droite sur la photo). Au-delà de ces atouts, qui en faisaient donc un bon candidat de compromis, ce sexagénaire chrétien-démocrate et néerlandophone, a bénéficié également de la réputation de conciliateur habile et patient qu'il a acquise à la tête du gouvernement d'une Belgique profondément divisée par les conflits communautaires.

Toutefois, en Turquie, où l'on a été peu sensibles à ces considérations européo-européennes, ce qui inquiète surtout, c'est que le nouveau président européen apparaisse comme un adversaire déclaré de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Dans un discours prononcé, en 2004, devant le Conseil de l'Europe, réuni au Parlement belge, Herman Van Rompuy avait déclaré que « la Turquie ne fait pas partie de l'Europe et n'en ferait jamais partie ». De façon particulièrement inquiétante pour les Turcs, Herman Van Rompuy avait fondé cette opinion sur le caractère chrétien de la communauté européenne, affirmant que « les valeurs universelles de l'Europe, qui sont aussi des valeurs fondamentales du christianisme, perdraient de leur vigueur avec l'entrée d'un grand pays islamique tel que la Turquie ».

Il n'est donc pas étonnant que la nomination d'Herman Van Rompuy pour la fonction, qui est désormais la plus haute de l'UE, ait provoqué de vives réactions en Turquie. Ainsi, un journal turc n'a pas hésité à titrer, à la une, que le premier Président de l'Europe était un anti-turc notoire, tandis que le vice-président pour les affaires étrangères de l'AKP, Suat Kınıklıoğlu, émettait l'hypothèse que la France et l'Allemagne avaient choisi de soutenir Herman Van Rompuy, précisément à cause de son hostilité à la candidature turque.

Ces craintes doivent néanmoins être nuancées pour plusieurs raisons. D'abord, depuis ce discours de 2004 devant le Conseil de l'Europe, que nous rappelions précédemment, Herman Van Rompuy ne s'est plus fait remarquer par des déclarations hostiles à la Turquie. Moins révélateur des priorités de son agenda politique personnel, ce discours doit plutôt être considéré comme le propos électoraliste d'un politicien qui était alors dans l'opposition. Ensuite, même si les pires appréhensions des médias turcs, quant aux convictions profondes du nouveau président européen sur la candidature d'Ankara, devaient se confirmer, il est probable que cela n'aura pas de conséquences majeures. La nouvelle présidence européenne est en effet conçue comme une institution d'intégration à usage interne ; la tâche qui consiste à forger la politique extérieure commune est plutôt celle qui est dévolue au nouveau Haut représentant de l'UE, un poste qui a été attribué, le 19 novembre également, à une Britannique généralement considérée

comme favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE. L'équation finale résultant des nominations à ces deux postes, créés par le Traité de Lisbonne pour renforcer politiquement l'UE, n'est donc, au bout du compte, pas si défavorable à la Turquie.

Johannes Bauer

Sources

Source : Ovipot, le 24.11.09